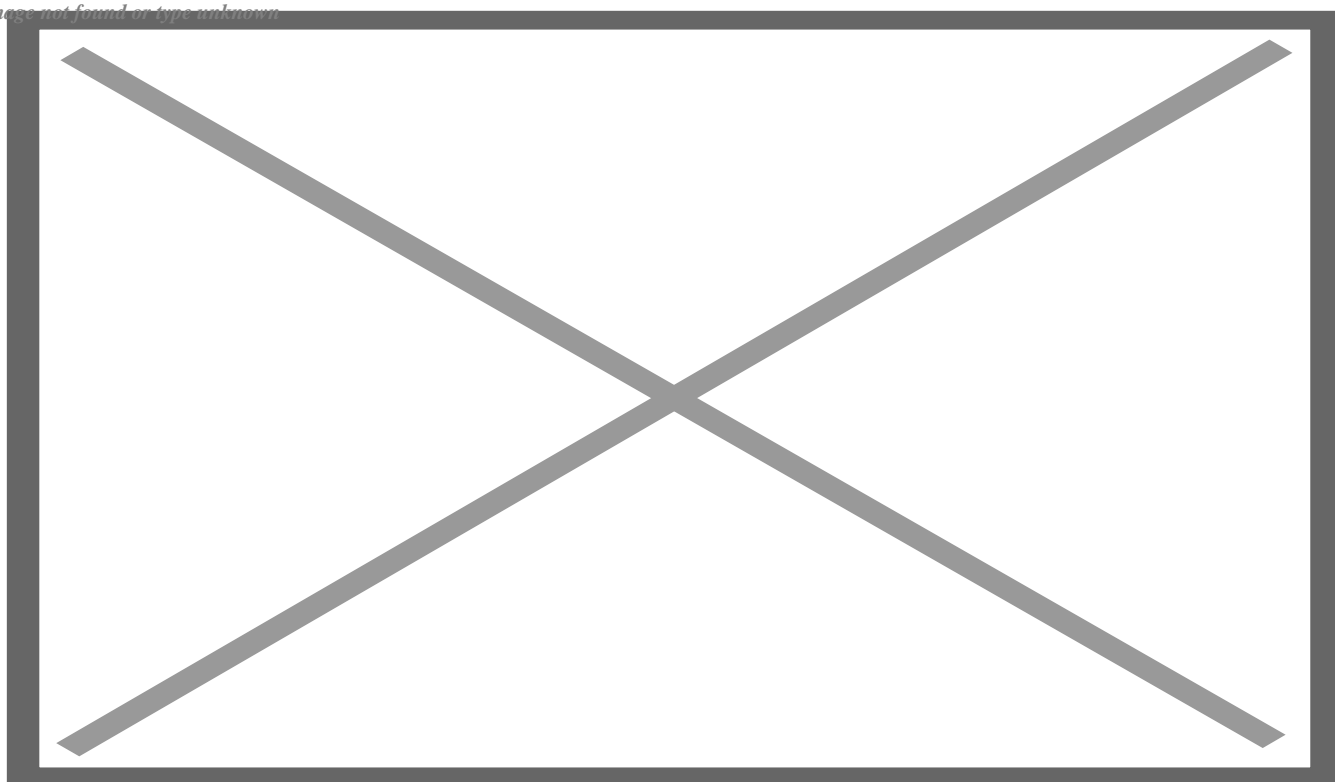


Cuba rappelle l'occupation illégale du territoire de Guantanamo par les États-Unis

Image not found or type unknown



Base navale de Guantanamo

La Havane, 23 fév (RHC) Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez, a rappelé aujourd'hui l'occupation en 1903 par les États-Unis du territoire de Guantanamo, où ils maintiennent une base navale.

Le plus haut diplomate de l'île a déclaré dans son profil sur le réseau social X, qu'il y a 121 ans, cette puissance du Nord a usurpé 117 kilomètres carrés du sol cubain, qu'elle détient illégalement contre la volonté de la nation.

Dans son message, le ministre cubain des affaires étrangères a souligné qu'à la base navale de Guantánamo Bay, le gouvernement américain a torturé des prisonniers en toute impunité et violé

systématiquement leurs droits de l'homme.

Le 16 février, le président Miguel Díaz-Canel a rappelé dans X que le leader de la révolution cubaine, Raúl Castro, avait défini la base comme "un poignard planté dans le flanc de la patrie ; un poignard que nous enlèverons pacifiquement, de manière civilisée et en respectant les principes du droit international".

Ce jour-là, en 1903, les présidents de Cuba, Tomás Estrada Palma, et des États-Unis, Theodore Roosevelt, signèrent un accord par lequel ils cédaient la portion de terre située dans la province orientale de Guantánamo, "pour le temps nécessaire et aux fins d'une station navale et charbonnière".

Cet accord avait pour antécédent l'amendement Platt, imposé aux Cubains dans leur première constitution républicaine pendant l'occupation militaire américaine, qui permettait aux États-Unis d'établir des stations de charbonnage ou des stations navales.

L'accord a été conclu sous la menace d'une intervention militaire américaine sur l'île, que les experts considèrent comme illégale à la lumière de la déclaration des Nations unies sur la coercition militaire, politique ou économique dans la conclusion de traités.

Depuis sa création, la base américaine a été le fer de lance des agressions contre les pays d'Amérique latine, ainsi que des provocations contre Cuba depuis 1959.

Après les attaques terroristes du 11 septembre 2001 à New York, les États-Unis ont décidé d'y ouvrir un centre de détention, qu'ils maintiennent malgré les allégations de violations flagrantes des droits de l'homme à l'encontre des prisonniers (Source:PL).

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/348048-cuba-rappelle-loccupation-illegale-du-territoire-de-guantanamo-par-les-etats-unis>



Radio Habana Cuba